

Services risques et installations classées (SRIC)  
12-14 rue des Archives  
94000 CRÉTEIL

Créteil, le 7 Septembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visites d'inspection du 21/11/2021, 16/12/2022 et du 07/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AIR FRANCE INDUSTRIES**

100 rue Didier Daurat  
94209 Villeneuve-le-Roi

Références : DRIEAT-IF/UD94/2023/PESSVMO/AJ/N°378GR  
Code AIOT : 0007403811

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées le 29/11/2021, 16/12/2022 et le 07/08/2023 dans l'établissement exploité par la société AIR FRANCE INDUSTRIES implanté 100 rue Didier Daurat à VILLENEUVE-LE-ROI. Les inspections ont été annoncées respectivement le 20/10/2021 et 27/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 29/11/2021 avait pour objet principal de :

- constater la levée des remarques formulées lors de la précédente inspection,
- faire un point concernant la situation administrative du site, notamment la mise à jour réglementaire des rubriques 4000 du site, suite à l'envoi d'un PAC en novembre 2020 concernant le classement de la rubrique 2564 et la mise à jour des garanties financières.

L'inspection du 16/12/2022 a été diligentée suite à un départ de feu dans l'atelier de traitement de surface du site survenu le 15/12/2022.

L'inspection du 07/08/2023 a été réalisée, afin de vérifier le respect des dispositions prévues dans le dossier de porter à connaissance (PAC) Caldène et Alodine transmis le 19/04/2023 relatif à la mise en place d'installations provisoires en attente de la remise en fonctionnement de l'atelier de traitement de surface.

Les documents pris en compte dans ces inspections sont les suivants :

- Courrier du 14/10/2014 relatif à la mise à jour des rubriques 1185 ;
- courrier du 09/12/2019 transmettant les résultats d'analyse des chaudières ;
- courrier du 01/10/2020 transmettant un dossier de porter à connaissance relatif au changement de la machine de dégraissage et à la mise à jour du classement du site ;
- documents transmis le jour de l'inspection ;
- courriel du 16/12/2022 transmettant le compte rendu de l'incident ;
- courriel du 22/12/2022 transmettant les quantités de déchets éliminés ;

- courriel du 07/07/2023 transmettant les éléments sur la mise à jour du classement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIR FRANCE INDUSTRIES
- 100 rue Didier Daurat 94290 VILLENEUVE-LE-ROI
- Code AIOT : 0007403811
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Direction Générale Industrielle d'AIR FRANCE INDUSTRIES, située dans l'enceinte de l'aéroport d'Orly, exploite depuis 2004, un centre industriel de maintenance aéronautique, dénommé usine EOLE, sur la commune de Villeneuve-le-Roi. Le site emploie 800 salariés. AIR FRANCE INDUSTRIES est la filiale de maintenance d'AIR FRANCE.

L'usine EOLE regroupe des activités de maintenance des équipements électroniques embarqués à bord des avions, et des équipements de sécurité (toboggans, extincteurs, etc.), ainsi que de maintenance mécanique de certaines pièces. Il dispose d'une surface de 41 000 m<sup>2</sup> et accueille les installations suivantes : un atelier de traitement de surface composé de 3 lignes de traitement, des installations de dégraissage utilisant des solvants, des bancs de test pour les extincteurs, des bancs de tests d'étanchéité pour les pompes de transfert de carburants.

Le site est actuellement classé sous le régime de l'Autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et régit par l'arrêté préfectoral n°2015/755 du 27/03/2015. Les premières habitations sont à environ 200 mètres au sud et au nord du site.

Les installations de traitement de surface sont utilisées pour l'activité « Cabine / Réparations mécaniques » du site. L'atelier dédié au traitement de surface comprend 3 lignes, 70 cuves, un local dédié aux cuves de solvants usés au sous-sol, un local de stockage de produits chimique ainsi qu'un atelier peinture. Les principaux traitements de surface appliqués sont le décapage peinture, cadmiage, chromage, anodisation chromique, alodine et attaque Nital.

Le volume des bains de traitement, classés au titre de la rubrique 3260, est de 61 440 litres (dont 2600 litres de cadmium), le site relève donc de la réglementation IED.

Le site est soumis aux garanties financières en vertu de l'article R.516-1 du code de l'environnement et en raison de son classement à autorisation sous la rubrique 3260.

Par ailleurs le site produit près de 700 tonnes de déchets dangereux par an et consomme plus de 10 tonnes de solvants par an. Il est assujetti à la déclaration annuelle des émissions polluantes prévue par l'arrêté ministériel du 31/01/2008. Il est aussi tenu d'établir annuellement un plan de gestion des solvants.

Le site est classé selon les rubriques suivantes :

Rubriques	Libellé	Volume autorisé
1185-2-a [DC]	<b>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) ....</b> Emploi dans des équipements clos en exploitation. Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	Groupes froids 1790 kg
1185-3-1-a [D]	<b>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) ....</b> Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans	Banc de test halons 6 x 450 l

Rubriques	Libellé	Volume autorisé
	l'installation étant, en récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l.	
1978-5 [D]	<b>Solvants organiques</b> (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant(1) est supérieure à 2 t/ an.	
2560-2 [DC]	<b>Travail mécanique des métaux et alliages</b> , à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW.	150 kW
2564-1-c [DC]	<b>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces</b> par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 litres, mais inférieur ou égal à 1500 litres, pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques.	249 litres de caldène
2575 [D]	<b>Emploi de matières abrasives</b> telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.	100 kW
2910-A-2 [DC]	<b>Combustion</b> , à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz combustion, des matières entrantes. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse, telle que définie au a) ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b (v) de la définition de biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	Chaufferie 8,7 MW
2915-2 [D]	<b>Procédés de chauffage</b> utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 litres.	250 litres
3260 [A]	<b>Traitement de surface de métaux</b> ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³.	61 440 m³
4110-2-a [A]	<b>Toxicité aiguë catégorie 1</b> pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2 - Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg.	3 t
4120-2-a [A]	<b>Toxicité aiguë catégorie 2</b> , pour l'une au moins des voies d'exposition. 2 - Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t.	15,4 t (alodine 1200, cyanures)
4140-2-b [DC],	<b>Toxicité aiguë catégorie 3</b> pour la voie d'exposition orale 2 - Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	2,5 t

A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique).

Les installations sont réglementées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/01/2005
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/03/2015

### Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite des inspections précédentes ;
- mise à jour du classement ;
- incendie de l'atelier de traitement de surface
- vérification des dispositions mises en oeuvre suite au déplacement des activités de dégraissage et d'alodine.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats et de la grille d'inspection

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 et la grille d'inspection en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les constats suivants sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Contrôle d'étanchéité du système d'extinction	Arrêté Préfectoral du 27/03/2015, chapitre 2.7	Lettre de suite	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Système de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 27/03/2015, article 8.2.4.1	Lettre de suite	Sans objet
14	Garanties financières	Code de l'environnement, article R.516-5-2	Lettre de suite	Sans objet

**Les constats suivants ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 27/03/2015, article 2.1	/	Sans objet
2	Déclaration d'accident	Arrêté Préfectoral du 27/03/2015, article 2.5.1	/	Sans objet
3	Respect PAC	Arrêté Préfectoral du 11/02/2015, article 1.2.2	/	Sans objet
5	Trioxyde de chrome	Règlement européen	Lettre de suite	Sans objet
6	Plan des risques	Arrêté Préfectoral du 11/02/2015, article 8.1.1	Lettre de suite	Sans objet
8	Protections individuelles	Arrêté Préfectoral du 11/02/2015, article 8.3.4	Lettre de suite	Sans objet
9	Maintenance des détecteurs de gaz	Arrêté Préfectoral du 11/02/2015, article 8.4.4.4	Lettre de suite	Sans objet
10	Foudre	Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 21	Lettre de suite	Sans objet
10	Combustible chaufferie	Arrêté ministériel du 03/08/2018, article 2.13	Lettre de suite	Sans objet
12	Plan des détecteurs gaz	/	Lettre de suite	Sans objet
13	Efficacité énergétique	Arrêté ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Lettre de suite	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des constats

suites aux visites d'inspections et à l'étude des documents transmis, l'exploitant doit :

- justifier que toutes les non-conformités listées lors du contrôle d'étanchéité du système d'extinction automatique du 15/01/2018 ont bien été résolues ;
- présenter, à la réouverture de l'atelier de traitement de surface, un plan d'action avec les critères de priorisations des actions à mener, afin de permettre l'évacuation des fumées et gaz de combustion ;
- transmettre, la mise à jour du calcul des garanties financières de son site, ainsi que la nouvelle attestation.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2015, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Limiter et gérer la consommation d'eau et les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.</li> </ul> <p>Les eaux de refroidissement sont en circuit fermé.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</li> <li>- Limiter les consommations d'énergie.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A partir de l'extinction du feu à 17h17 le 15/12/2022, confirmée par la BSPP, l'exploitant a mis en place des mesures de prévention d'émission, de dissémination ou de déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, et l'environnement.</p> <p>A partir de 18h, un pompage partiel des rétentions, vers les cuves d'effluents situées au sous-sol, a été entrepris.</p> <p>A partir du 16/12/2022, le nettoyage des abords de l'atelier de traitement de surface a débuté et les déchets ont été placés en fûts. Ils étaient identifiés et en cours d'évacuation lors de l'inspection des installations classées le 16/12/2022 après-midi. Le pompage des cuves d'effluents cyanurés et chromiques ainsi que des rétentions du sous-sol a également débuté le 16/12/2022.</p> <p>Un rejet de matières dangereuses ou polluantes est à noter, dans l'atmosphère et sur le sol et les rétentions du sous-sol de l'atelier de traitement de surface. Du gaz cyanuré était encore détectable, au moyen de détecteurs portatifs, lors de la visite d'inspection. En effet, il a été identifié par l'exploitant que les 2 cuves de bains de cyanurés de 200 litres et 1800 litres se sont déversées en totalité après avoir fondu dans les rétentions situées au sous-sol. Les eaux d'extinction incendie ont dilué les bains de cyanures.</p> <p>L'atelier de traitement de surface est à l'arrêt, il n'est pas prévu de reprise avant le premier trimestre 2024. Actuellement, les entreprises spécialisées en décontamination travaillent sous chantier clos en ventilation assistée pour réhabiliter l'atelier. Une reconstruction des cuves est envisagée, avec une taille réduite.</p> <p>La quantification des déchets a fait l'objet d'un recensement et d'une transmission par courriel du 22/12/2022 à l'inspection des installations classées. Par ce même courriel, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que la dernière rétention, contenant du cyanure et des eaux d'extinction incendie a été vidangée le 22/12/2022 par une entreprise spécialisée.</p> <p>Un groupe de travail / expertise va être lancé pour étudier les causes à l'origine de l'incident, en vue d'identifier des améliorations techniques ou organisationnelles à mettre en place sur l'installation de traitement de surface.</p> <p style="text-align: center;"><b>→ Un diagnostic complet de l'installation de traitement de surface sera réalisé avant sa remise en service.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Déclaration d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2015, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a informé la préfecture et l'inspection des installations classées, le 15/12/2022, soit le jour de la survenue de l'incendie. Les informations préalables transmises concernaient le départ d'un feu sur une cuve du traitement de surface contenant des cyanures. L'exploitant a alors informé l'inspection que l'incendie serait éteint, que des fumées noires seraient sorties par les exutoires de l'atelier de traitement de surface. L'incendie a été circonscrit à l'atelier de traitement de surface, une brigade de la BSSP (Brigade des sapeur pompier de Paris) s'est rendue sur place. Les eaux d'extinction sont restées sur le site. Un compte rendu plus précis a été envoyé le 16/12/2022 par courriel, sous forme de fiche de notification d'accident/incident du Ministère de la transition écologique. Il reprend la description et le déroulé de l'événement, les produits mis en jeu, les moyens de lutte mise en œuvre et l'analyse des causes de l'incendie ainsi que les mesures prises.  ➔ <b>La déclaration d'incident a bien été transmise</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Respect des dispositions du PAC du 19/04/2023

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2015, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect PAC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Principe général Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
<b>Constats :</b>  <b>Machine de dégraissage :</b> La machine a été installée dans le hall où sont présentes des machines-outils. Elle est sur rétention, le désenfumage du hall est manuel et déclenché par le SSI (système de sécurité incendie) du site. Il n'y a pas de détection incendie, le hall est équipé d'un système d'extinction automatique (sprinklage) et des boîtiers d'alarme sont présents près des issues. Les extincteurs proches de la machine ont été vérifiés en août 2022 et les RIA en septembre 2022.

**Le banc d'Alodine (devenue Bondérite) :**

La cuve de traitement est positionnée sur un bac de rétention. Elle est équipée d'un système d'aspiration des vapeurs qui sont ensuite traitées sur charbon actif. Ce dernier sera remplacé au bout de 6 mois d'utilisation, car il n'y a pas d'analyseur permettant de connaître son taux de saturation. Les cuves sont correctement étiquetées. Le banc a été implanté dans le hall accueillant les installations de sablage. Il est désenfumé manuellement ou au moyen du SSI. Le désenfumage et les extincteurs ont été vérifiés en août 2022 (la prochaine révision était prévue les 21 et 22 août 2023). Un kit d'intervention d'urgence est installé à proximité du banc d'Alodine. Il contient, notamment des boudins à positionner en cas de déversement accidentel. L'alodine est stockée dans une armoire métallique à proximité de l'installation. Les produits sont en rétention.

➔ **Les dispositions prévues dans le PAC du 19/04/2023 ont bien été mises en oeuvre.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**2-5) Grille d'inspection**

Une inspection avait été réalisée le 02/10/2018 sur le site AFI-EOLE. A l'issue de cette visite, 4 non-conformités et 16 remarques ont été relevées. Par courrier du 25/02/2019, l'exploitant a fait parvenir les éléments de réponses aux écarts constatés. Par courrier du 10/06/2020, l'inspection des installations classées a fait une première analyse des réponses reçues. Notamment, il a été constaté que les non-conformités n°1, n°3 et n°4 ont été suivies d'effets.

La non-conformité n°2 et l'ensemble des remarques relevées n'avaient pas encore fait l'objet d'action. Ces points ont été vérifiés lors de l'inspection du 29/11/2021.

Les constats sont détaillés dans la grille d'inspection ci-dessous :

N°	Rapport de visite d'inspection, daté du 22/07/2016 relatif à la visite du 23/06/2016	Constats – Observations relevées lors de l'inspection du 02/10/2018	C N C R	Remarques - Demandes de l'inspection suite à l'inspection du 29/11/2021																																																						
4	<p>CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES CONTRÔLES À EFFECTUER ET DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION</p> <table><tr><th>Articles</th><th>Contrôles à effectuer</th><th>Périodicité du contrôle</th></tr><tr><td>3-2-4</td><td>Plan de gestion des solvants</td><td>Annuellement</td></tr><tr><td>4-3-6</td><td>Consommation spécifique</td><td>Annuellement</td></tr><tr><td>8-3-5</td><td>Vérification des moyens de secours</td><td>Annuellement</td></tr><tr><td>8-4-2-1</td><td>Vérification du bon état des installations électriques</td><td>Annuellement</td></tr><tr><td>8-4-4-1</td><td>Entretien des détecteurs</td><td>Annuellement</td></tr><tr><td>8-5-2</td><td>Vérification de l'étanchéité des dispositifs de rétention</td><td>Aussi souvent que nécessaire</td></tr><tr><td>9-2-1</td><td>Contrôle d'étanchéité de l'extinction automatique</td><td>Annuellement</td></tr><tr><td>10-2-1</td><td>Mesure des rejets atmosphériques</td><td>Annuellement</td></tr><tr><td>10-2-2</td><td>Mesure des rejets atmosphériques de la chaufferie</td><td>Tous les 3 ans</td></tr><tr><td>10-2-3</td><td>Mesure des rejets atmosphériques des fours de recuit</td><td>Tous les 3 ans</td></tr><tr><td>10-3-1</td><td>Relevé des prélèvements d'eau</td><td>Mensuellement</td></tr><tr><td>10-4-1</td><td>Analyses des sols</td><td>Tous les 10 ans</td></tr><tr><td>10-4-2</td><td>Analyses des eaux souterraines</td><td>Tous les 5 ans</td></tr><tr><td>10-6-1</td><td>Surveillance des niveaux sonores</td><td>Tous les 3 ans</td></tr></table> <table><tr><th>Articles</th><th>Documents à transmettre</th><th>Périodicités / échéances</th></tr><tr><td>10-7-2</td><td>Les résultats de la surveillance des rejets</td><td>Annuellement</td></tr><tr><td>3-2-4</td><td>Plan de gestion des solvants</td><td>Annuellement</td></tr></table>	Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle	3-2-4	Plan de gestion des solvants	Annuellement	4-3-6	Consommation spécifique	Annuellement	8-3-5	Vérification des moyens de secours	Annuellement	8-4-2-1	Vérification du bon état des installations électriques	Annuellement	8-4-4-1	Entretien des détecteurs	Annuellement	8-5-2	Vérification de l'étanchéité des dispositifs de rétention	Aussi souvent que nécessaire	9-2-1	Contrôle d'étanchéité de l'extinction automatique	Annuellement	10-2-1	Mesure des rejets atmosphériques	Annuellement	10-2-2	Mesure des rejets atmosphériques de la chaufferie	Tous les 3 ans	10-2-3	Mesure des rejets atmosphériques des fours de recuit	Tous les 3 ans	10-3-1	Relevé des prélèvements d'eau	Mensuellement	10-4-1	Analyses des sols	Tous les 10 ans	10-4-2	Analyses des eaux souterraines	Tous les 5 ans	10-6-1	Surveillance des niveaux sonores	Tous les 3 ans	Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances	10-7-2	Les résultats de la surveillance des rejets	Annuellement	3-2-4	Plan de gestion des solvants	Annuellement	<p><b>Remarque N°7 de l'inspection du 02/10/2018</b> : l'exploitant devra justifier de la levée de toutes les non-conformités listées lors du contrôle d'étanchéité de l'extinction automatique du 15/01/2018.</p> <p>→ L'exploitant n'a pas fourni de justification concernant la levée des non-conformités listées lors du contrôle d'étanchéité de l'extinction automatique. Dans son rapport de novembre 2020, ATSI préconise la remise en place d'un système de sprinklage dans les locaux.</p> <p>→ Les justificatifs transmis par courriel du 07/07/2023 ne répondent pas tout à fait à la demande. Certaines non-conformités n'ont pas été soldées.</p>	NC	<p><b>Non-conformité N°2</b> : l'exploitant doit justifier de la levée de toutes les non-conformités listées lors du contrôle d'étanchéité du système d'extinction automatique du 15/01/2018, sous un délai de 3 mois.</p>
Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle																																																								
3-2-4	Plan de gestion des solvants	Annuellement																																																								
4-3-6	Consommation spécifique	Annuellement																																																								
8-3-5	Vérification des moyens de secours	Annuellement																																																								
8-4-2-1	Vérification du bon état des installations électriques	Annuellement																																																								
8-4-4-1	Entretien des détecteurs	Annuellement																																																								
8-5-2	Vérification de l'étanchéité des dispositifs de rétention	Aussi souvent que nécessaire																																																								
9-2-1	Contrôle d'étanchéité de l'extinction automatique	Annuellement																																																								
10-2-1	Mesure des rejets atmosphériques	Annuellement																																																								
10-2-2	Mesure des rejets atmosphériques de la chaufferie	Tous les 3 ans																																																								
10-2-3	Mesure des rejets atmosphériques des fours de recuit	Tous les 3 ans																																																								
10-3-1	Relevé des prélèvements d'eau	Mensuellement																																																								
10-4-1	Analyses des sols	Tous les 10 ans																																																								
10-4-2	Analyses des eaux souterraines	Tous les 5 ans																																																								
10-6-1	Surveillance des niveaux sonores	Tous les 3 ans																																																								
Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances																																																								
10-7-2	Les résultats de la surveillance des rejets	Annuellement																																																								
3-2-4	Plan de gestion des solvants	Annuellement																																																								
	Courrier DRIEE du 25/02/2018 relatif au trioxyde de chrome	Constats – Observations relevées lors de l'inspection du 02/10/2018	C, N CR	Remarques - Demandes de l'inspection suite à l'inspection du 29/11/2021																																																						
5	<p>Depuis le 21/09/2017 le trioxyde de chrome est interdit d'utilisation dans le secteur du traitement de surface, suite à son inscription à l'annexe XIV du règlement européen REACH.</p> <p>Cependant, il existe une <b>procédure d'autorisation</b> prévue par le règlement REACH permettant aux entreprises concernées de poursuivre, sous certaines conditions et pour une durée limitée, certains usages du trioxyde de chrome, dans la mesure où une demande d'autorisation pour ces usages a été déposée auprès de l'agence européenne des produits chimiques (ECHA).</p> <p>Si l'usage du trioxyde de chrome est couvert par une décision d'autorisation, des obligations sont à respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les utilisateurs de trioxyde de chrome doivent <b>se notifier auprès de la Commission Européenne</b> dans les trois mois suivant la publication de cette décision ;</li><li>- les utilisateurs de trioxyde de chrome doivent <b>se conformer aux conditions d'utilisation</b> inscrites au sein de l'autorisation.</li></ul>	<p><b>Remarque N°8 de l'inspection du 02/10/2018</b> : l'exploitant doit confirmer la mise en application des deux dernières bonnes pratiques restant à mettre en place, dans le cadre de l'utilisation du trioxyde de chrome.</p> <p>→ L'exploitant utilise, pour le transfert des produits contenant du chrome, un baril grande ouverture scellable. Pour ce qui est du nettoyage de la zone, le personnel utilise un aspirateur avec filtre HEPA (à haute efficacité) et des bâches en plastique jetable sont mises sur le sol pour le protéger lors des pesées de produits.</p> <p>→ Par ailleurs, lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection de la survenue d'un déversement accidentel le 26/11/2021 dans l'atelier de surface. Par courriel du 13/12/2021, l'exploitant a transmis à l'inspection, une analyse descriptive et technique de l'incident : une cuve de rinçage, contenant du trioxyde de chrome, a débordé au sein de l'atelier et à l'extérieur, à proximité immédiate de l'enceinte de l'atelier. Cette cuve est utilisée en mode</p>	C																																																							

		<p>manuelle pour l'aspersion, sans alarme de niveau eau.</p> <p>L'exploitant a ainsi estimé que 0.685 g de chrome ont été déversés dans les gravillons à la sortie de l'atelier. Il n'y a pas eu de conséquences autres que matériel de constater, et une surveillance du taux de chrome dans les eaux pluviales a été mise en place par l'exploitant.</p> <p>Concernant les procédures mises en place, lors du constat du débordement de la cuve, l'équipe sur place a contacté le PC de sécurité qui a appelé les pompiers. Aucun pompage n'a été réalisé, mais le sous-traitant en charge du nettoyage technique de la zone est intervenu à l'aide d'absorbants. Il n'y a pas eu de terre polluée en raison de la présence d'une membrane imperméabilisante sous les graviers.</p> <p>En mesure corrective, l'exploitant envisage l'asservissement de la vanne d'alimentation en eau à un flotteur de niveau eau de la cuve de rinçage en défaut.</p>		
	<b>Articles de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015/755 du 27/03/2015</b>	<b>Constats – Observations relevées lors de l'inspection du 02/10/2018</b>	<b>C, NC, R</b>	<b>Remarques - Demandes de l'inspection suite à l'inspection du 29/11/2021</b>
<b>6</b>	<p><b>Article 8.1.1. Localisation des risques</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p><b>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</b></p> <p>Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.</p>	<p><b>Remarque N°9 de l'inspection du 02/10/2018 :</b> l'exploitant doit intégrer les risques relatifs à la chaufferie dans son plan général des risques.</p> <p>→ l'exploitant a fourni lors de la visite d'inspection, un plan général des risques intégrant les risques relatifs à la chaufferie.</p> <p>→ Il est notamment affiché au sous-sol dans les locaux techniques à proximité de la chaufferie.</p>	<b>C</b>	
<b>7</b>	<p><b>Article 8.2.4. Désenfumage des locaux</b></p> <p><b>Article 8.2.4.1. L'atelier de traitement de surface</b></p> <p>Les locaux doivent être équipés, en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion, dégagés en cas d'incendie (lanternes en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ils doivent être dimensionnés sur la base de 2 % de la superficie de l'atelier. Leur ouverture est assurée par deux dispositifs</p>	<p><b>Non-conformité N°2 de l'inspection du 02/10/2018 :</b> l'atelier de traitement de surface doit être équipé, en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion, dégagés en cas d'incendie, dont l'ouverture est assurée automatiquement, asservi à un système de déclenchement sensible aux fumées ou au gaz de combustion.</p> <p>→ L'exploitant a fourni lors de la visite d'inspection, une proposition</p>	<b>NC</b>	<b>Non-conformité N°3 :</b> l'exploitant devra présenter, à la réouverture de l'atelier, un plan d'action avec critères de priorisations des actions à mener dans l'atelier de traitement de surface, afin de

	<p>distincts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>L'un automatique</b>, asservi à un système de déclenchement sensible aux fumées ou au gaz de combustion.</li> <li>- L'autre, par un dispositif à <b>commande manuelle</b>, facilement accessible depuis deux issues opposées.</li> </ul> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à <b>proximité des accès</b>.</p>	<p>commerciale de SOCOTEC permettant de répondre à la non-conformité. Cependant, le justificatif de bon fonctionnement du système de désenfumage, n'a pas été transmis.</p> <p>→ Par courriel du 07/7/2023 l'exploitant a transmis un devis relatif à la remise en état des skydomes de l'atelier de traitement de surface.</p>		<p><b>permettre l'évacuation des fumées et gaz de combustion.</b></p> <p><b>Ces actions seront présentées selon les critères de priorisation présents dans le rapport ATSI de novembre 2020.</b></p>
8	<p><b>Article 8.3.4. Protections individuelles</b></p> <p>Des masques ou appareils respiratoires adaptés sont mis à disposition de toute personne de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques. Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance.</p> <p>En particulier, le matériel suivant doit être disponible à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation des substances et préparations toxiques et très toxiques : 2 appareils respiratoires isolants (air ou O<sub>2</sub>), 2 combinaisons de protection sauf pour le cas des gaz non corrosifs et des gants.</p> <p>Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement.</p>	<p><b>Remarque N°10 de l'inspection du 02/10/2018</b> : une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) doit être disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement.</p> <p>→ L'exploitant a indiqué que les appareils respiratoires d'intervention sont disposés à l'accueil du site, au niveau du poste de contrôle et sécurité, et qu'ils seront disposés également à l'infirmerie de l'établissement.</p>	C	
9	<p><b>Article 8.4.4.4. Entretien</b></p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Il organise à fréquence annuelle, au minimum, des vérifications de maintenance et des tests dont les compte-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p><b>Remarque N°11 de l'inspection du 02/10/2018</b> : l'exploitant doit justifier la réalisation de la maintenance des détecteurs de gaz en juin 2018.</p> <p>→ L'exploitant a fourni lors de la visite d'inspection, les deux derniers rapports de vérification de maintenance des détecteurs de gaz de 2020 et de 2021.</p>	C	
10	<p><b>Article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010</b></p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p>	<p><b>Remarque N°12 de l'inspection du 02/10/2018</b> : l'exploitant doit fournir les justificatifs de la levée des 6 non-conformités relevées dans le rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre, daté du 12/09/2018.</p> <p>→ l'exploitant a transmis, le jour de l'inspection, le rapport réalisé par la société EMAPIL en novembre 2019, relatif au contrôle complet des dispositifs de protection contre la foudre. Le rapport conclut à la conformité des installations.</p>	C	
	<b>Articles de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales</b>	<b>Constats – Observations relevées lors de l'inspection du 02/10/2018</b>	<b>C, NC,</b>	<b>Remarques - Demandes de</b>

	applicables à la rubrique n° 2910 (Combustion)		R	l'inspection suite à l'inspection du 29/11/2021
11	<p><b>Article 2.13 Alimentation en combustible</b></p> <p>Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.</p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p>	<p><b>Remarque N°13 de l'inspection du 02/10/2018 :</b> l'exploitant doit justifier que la chaîne de coupure automatique du gaz (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.</p> <p>→ L'exploitant a fourni lors de la visite d'inspection, la justification des tests périodiques de la chaîne de coupure automatique du gaz dans son cahier de suivi des interventions chaufferie.</p>	C	
12	<p>L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. <b>Leur situation est repérée sur un plan.</b> Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences du point 2.12 de la présente annexe. Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p>	<p><b>Remarque N°14 de l'inspection du 02/10/2018 :</b> l'exploitant doit justifier la présence d'un plan repérant le dispositif de détection de gaz de la chaufferie, et doit également justifier que les détecteurs sont contrôlés régulièrement.</p> <p>→ Lors de la visite d'inspection, un plan permettant de repérer la détection de gaz de la chaufferie ainsi que leurs contrôles réguliers étaient bien présents dans les locaux techniques du sous-sol. Ces locaux techniques sont sous la supervision de SPIE et du PC sécurité.</p>	C	
13	<p><b>3.9 Efficacité énergétique</b></p> <p>L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R.224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R.224-20 à R.224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.</p> <p>Conformément à l'article R.224-35 du code de l'environnement, <b>la période entre deux contrôles ne doit pas excéder deux ans.</b></p> <p><b>Calcul du rendement caractéristique</b></p> <p><b>Mesures des émissions atmosphériques</b></p> <p>Les mesures de polluants atmosphériques réalisées au titre du présent paragraphe sont <b>applicables aux chaudières de puissance nominale supérieure à 400 kW et inférieure ou égale à 2 MW.</b></p> <p>Dans le cadre du contrôle périodique, l'organisme de contrôle doit réaliser <b>tous les deux ans</b> une mesure de la teneur en oxydes d'azote (NOx) dans les gaz rejetés à l'atmosphère.</p>	<p>Le site comprend 3 chaudières gaz mises en service en décembre 2017 (3 x 1,6MW = 4,8 MW).</p> <p><b>Rappel fait lors de l'inspection du 02/10/2018 :</b> l'exploitant devra faire réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique de ses chaudières avant décembre 2019 (deux ans après la mise en service).</p> <p>→ Par courrier du 09/12/2019, l'exploitant a informé la préfecture du changement de chaudière, faisant passer la puissance totale de la chaufferie de 8,7 à 4,8 MW. Cette modification ne change pas le classement du site.</p> <p>→ Le courrier comprend également les résultats des analyses réalisées des rejets atmosphériques ainsi que l'efficacité énergétique pour chaque chaudière.</p> <p>→ Les résultats n'appellent pas de remarque particulière.</p>	C	

C : conforme / NC : non conforme / R : remarque : / SO : sans objet

## 2-6) Autres points abordés

### • Mise à jour du classement

Suite au décret du 09/04/2019 modifiant la nomenclature des installations classées, le double classement selon les rubriques n°2565 et 3560 a été supprimé.

Par courrier du 14/10/2019, l'exploitant a transmis une mise à jour des rubriques suite au décret du 22/10/2018 modifiant la nomenclature des installations classées. La rubrique n°4802 a été remplacée par la rubrique n°1185, sans modification des intitulés et des seuils de classement.

Concernant les remarques n°3, 4, 5 et 6 ayant trait au classement selon les rubriques « 4000 » de la nomenclature des installations classées, il avait été demandé à l'exploitant de déterminer son éventuel statut SEVESO par la règle de cumul, seuil haut et seuil bas, en respectant la méthodologie décrite dans le guide INERIS de juin 2014. L'exploitant a diligenté une mission d'aide à l'identification de la mise à jour de son classement ICPE aux rubriques dites « 4000 », via le cabinet d'étude COSTRATEGIC. Les résultats de cette mission ont été transmis par courriel du 07/07/2023. Trois rubriques « 4000 » ont été identifiées : 4110-2-a [A] concernant les produits liquides de toxicité aiguë de catégorie 1, la rubrique 4120-2-a [A] concernant les produits liquides de toxicité aiguë de catégorie 2 et la rubrique 4140-2-b [DC] pour les produits liquides de toxicité aiguë de catégorie 3. Il s'agit des rubriques qui avaient été précédemment identifiées.

En ce qui concerne les calculs avec la règle des cumuls, les résultats sont les suivants :

<b>Danger pour la santé (somme a)</b>	
somme a seuil haut	0,23794176
somme a seuil bas	0,95176704
<b>Danger physique (somme b)</b>	
somme b seuil haut	0,009743485344
somme b seuil bas	0,02041085344
<b>Danger pour l'Environnement (somme c)</b>	
somme c seuil haut	0,1357242482
somme c seuil bas	0,289144478

Le seuil du classement en SEVESO seuil bas n'est pas dépassé, mais il en est très proche pour les dangers pour la santé : 0,95 pour un seuil à 1.

Le classement révisé, suite aux différentes modifications énoncées ci-dessus, est donc le suivant :

#### ➤ Rubriques inchangées

1978-5 [D]	3260 [A]
2560-2 [DC]	4110-2-a [A]
2575 [D]	4120-2-a [A]
2910-A-2 [DC]	4140-2-b [DC]
2915-2 [D]	

#### ➤ Rubriques supprimées

2564-A-1 [A]	4802-2-a [DC]
2565-1-a [A]	4802-3-1-a [D]

- Nouvelles rubriques
  - 1185-2-a [DC]
  - 1185-3-1-a [D]
  - 2564-1-c [DC]

➔ **Les remarques n°3, 4, 5 et 6 formulées lors de l'inspection du 02/10/2018 ont été suivies d'effet.**

- **Garanties financières**

Les garanties financières, ayant fait l'objet des remarques suivantes, lors de l'inspection du 02/10/2018 :

- Remarque N°15 : conformément à l'article R 516-5-2 du code de l'environnement, l'exploitant doit informer le préfet, de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, telles que définies à l'article R. 516-1, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières. Ainsi, l'exploitant devra déterminer le nouveau montant des garanties financières. L'exploitant devra tenir compte des modifications intervenues sur le site, notamment la cessation d'activité de la rubrique 2564, et de la mise à jour de l'arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières, en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- Remarque N°16 : l'exploitant transmettra au préfet un document attestant la constitution des garanties financières conformément au nouveau montant calculé.

N'ont pas fait l'objet de réponse de la part de l'exploitant. En conséquence, la non-conformité suivante est formulée.

- **Non-conformité N°1 : l'exploitant doit transmettre, la mise à jour du calcul des garanties financières de son site, ainsi que la nouvelle attestation, si nécessaire.**